

Extrait de l'ouvrage :  
Au Quai d'Orsay avec Jean François-Poncet  
(Novembre 1978- Juin 1981)  
Carnets privés d'un diplomate  
de Jacques Viot

EAN : 978-2-233-00710-0  
éditions A.Pedone 2014

**Paris, Janvier 1979.** La mise en place du nouveau cabinet, la répartition des attributions, la définition des tâches des services... prennent une grande partie du temps et donnent lieu à des réunions un peu longues. Le dimanche 7 janvier, le cabinet s'est réuni autour du Ministre à la Celle-Saint-Cloud. Il a été beaucoup plus question de méthode, d'organisation, de calendrier que de fond.

La presse écrite et parlée s'intéresse beaucoup au Ministre et au ministère : la modernisation de l'outil diplomatique est à l'ordre du jour. Louis de Guiringaud prend très mal cette campagne de presse et fait valoir qu'il s'est attaché, plus que tous les autres ministres, à la gestion du ministère. Jean-Marie Soutou, à qui j'en fais part, ne me cache pas son agacement ; toute cette publicité lui paraît de mauvais goût et desservira la maison. On dit trop que celle-ci est composée d'incapables, on raille trop les diplomates à la tasse de thé... Il en reste quelque chose, même si tout ceci part du souci louable de réformer, de moderniser et de rajeunir.

Pour le moment, le courant ne passe pas entre les services et le Ministre. Celui-ci juge sévèrement leur travail. Il trouve les notes mal rédigées, pas assez opérationnelles. Il critique l'absence de soin apporté à la rédaction de ses prestations orales : projets de discours, toasts, réponses aux questions écrites ou orales des parlementaires.

Jean-Marie Soutou et Jean-Marie Mérillon,<sup>1</sup> chacun de leur côté, me donnent en exemple les méthodes de Couve qui recevait tous les soirs le Secrétaire général, le directeur des Affaires politiques et le directeur de cabinet. C'est à cette occasion qu'il donnait ses directives et prenait position sur les notes des services. De fait, le ministère fonctionnait bien ainsi. Le Ministre a commencé à recevoir Jean-Marie Soutou avec moi le soir. Mais cette formule ne lui plaît guère. Les bavardages et les digressions de son ancien « maître » l'agacent. La formule ne durera pas. Plus productives sont quelques réunions sur des sujets précis (situation dans la Corne de l'Afrique, réponse à la lettre de Brejnev sur les ventes d'armes à la Chine...) avec les directeurs concernés.

Je suis personnellement frappé par la difficulté qu'éprouvent les services à présenter, sur une situation donnée, une analyse complète (c'est-à-dire intégrant les aspects économiques,

---

<sup>1</sup> Jean-Marie Mérillon, diplomate, directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, de 1977 à 1979.

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire  
et auprès des éditions A.Pedone  
13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : [librairie@apedone.net](mailto:librairie@apedone.net) - site : [www.pedone.info](http://www.pedone.info)

stratégiques...) et débouchant sur des propositions d'action. L'absence de coordination, souvent même de méthode, en est la cause. Déjà en décembre, j'avais recalé des notes, tout à fait contradictoires, à propos des ventes d'armes à l'Argentine et demandé, sans succès, que l'on essaie de définir, en tenant compte de l'ensemble de nos intérêts, une politique à l'égard de ce pays. J'ai maintenant institué trois groupes de travail qui sont chargés d'étudier la situation de trois pays clés et de définir une politique française : l'Algérie, l'Iran et la Turquie. Ils devront associer à leurs travaux des personnes extérieures au ministère. La hiérarchie s'émeut parce que les rapports de ces groupes présentés par les sous-directeurs devront m'être remis directement, le Secrétaire général et les directeurs faisant connaître leurs observations éventuelles. Mais cette idée a été bien reçue dans les services.

**Janvier.** Il y a beaucoup à faire pour mettre ce ministère et nos ambassadeurs en mesure de jouer un rôle. Les lettres par lesquelles Valéry Giscard d'Estaing a invité ses trois partenaires occidentaux au sommet de la Guadeloupe (4-6 janvier) ont été envoyées à nos ambassadeurs sous pli cacheté. Je n'ai pu obtenir de l'Elysée qu'un compte rendu, même succinct, des entretiens soit transmis au Département pour que celui-ci informe nos postes. Tout ceci, sous le prétexte qu'il s'agit d'une rencontre informelle entre chefs d'Etat et de Gouvernement. Résultat : pendant quinze jours nous avons tâtonné et j'ai interrogé l'Elysée chaque fois qu'un de nos partenaires, se référant aux décisions prises à la Guadeloupe, nous proposait une réunion et une démarche.

**Janvier.** Jean-Marie Soutou a saisi l'occasion de la présentation des vœux du Ministre, le 2 janvier, pour faire, dans une trop longue allocution, l'éloge du ministère, des directeurs, de leurs initiatives... Il voulait ainsi répondre aux articles débinant le ministère et annonçant de grandes réformes. Mais son discours n'a pas plu au Ministre et a contribué à rendre les relations plus difficiles entre eux.

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire  
et auprès des éditions A.Pedone  
13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : [librairie@apedone.net](mailto:librairie@apedone.net) - site : [www.pedone.info](http://www.pedone.info)

**Janvier.** Iran. Chapour Bakhtiar<sup>2</sup>, nommé Premier ministre le 29 décembre, a un style qui a plu aussitôt en Occident : à la fois opposant au Shah, démocrate et décidé à faire face. Mais, très vite, malgré l'appui des Etats-Unis et la sympathie qu'il éveille en France (un des ses fils, Français, est commissaire de police), il est débordé par la rue. Sans doute a-t-il cru que le départ du Shah, qu'il souhaitait et dont il avait fait une condition en acceptant de former le gouvernement, lui permettrait de rétablir la situation. Mais de Nauphle-le-Château, l'Ayatollah Khomeiny poursuit ses attaques contre lui et entretient par ses messages la fureur populaire.<sup>3</sup>

Pour nous jusqu'à présent, nous avons une attitude d'expectative. Nous avons conservé jusqu'au dernier moment le contact avec le Shah, prodigué des conseils de modérations à l'Ayatollah et évité de donner des consignes de rapatriement à nos ressortissants.

**Janvier.** Avec le départ du Shah, le 16 janvier, les événements se sont précipités en Iran. Ce régime, qui paraissait solide et s'appuyait sur une armée puissante, n'a pas résisté à la vague de fond de l'Islam. Mais s'agit-il d'une révolution seulement religieuse ? N'est-elle pas plutôt « culturelle », c'est-à-dire provoquée par l'ébranlement et le sursaut d'un pays secoué dans ses profondeurs par une modernisation excessive ?

Le ministère est divisé sur la conduite à tenir. Notre ambassadeur<sup>4</sup>, trop passionné parfois dans ses télégrammes, avait vu juste. Il estimait depuis plusieurs semaines que le Shah était condamné. Faut-il lui reprocher d'avoir conseillé au gouvernement de ne pas s'opposer à la venue en France de l'Ayatollah Khomeiny ? Hôte encombrant, celui-ci a multiplié de

---

<sup>2</sup> Chapour Bakhtiar (1914-1991), homme politique iranien. Bien qu'il fût un opposant au Shah, celui-ci l'avait nommé au poste de Premier ministre pour faire une concession à l'opposition, mais après la chute de son gouvernement en février 1979, il dut quitter l'Iran en avril et se réfugia en France. Après avoir échappé à un attentat en juillet 1980, il sera assassiné en août 1991 devant son domicile à Suresnes.

<sup>3</sup> Rouhollah Mousavi Khomeny (1902-1989), dignitaire religieux chiite portant le titre d'Ayatollah, homme politique iranien et guide spirituel de la révolution islamique de 1989 qui renversa le Shah. Exilé par ce dernier en 1964, il passe 14 ans en Turquie, puis en Irak d'où il est expulsé en octobre 1978. Il se rend immédiatement en France et s'installe avec un visa de touriste à Neauphle-le-Château, commune des Yvelines, d'où il va préparer la révolution islamique visant à établir le pouvoir absolu du religieux en propageant ses idées, notamment, par des cassettes audio largement diffusées en Iran déjouant le contrôle du gouvernement iranien. Il rentrera en Iran le 1<sup>er</sup> février 1979. La République islamique sera instituée par référendum populaire. La nouvelle constitution mit à la tête de l'Etat un « Guide la Révolution », poste qu'il occupa jusqu'à sa mort.

<sup>4</sup> Il s'agit de Raoul Delaye qui occupa ce poste de 1977 à 1980.